

CONSEIL D'ADMINISTRATION

JEUDI 22 MAI 2025

COMPTE RENDU

Convocation envoyée par mail et courrier le 24 avril 2025 avec les comptes rendus du CA du 12/12/2024.

Documents envoyés par mail le 24 avril 2025 : budget, accompagnement accord d'entreprise CCN, subvention LEADER et SDIE, convention cadre de partenariat PNR/CAUE,

ORDRE DU JOUR :

- Présentations d'actions CAUE :
 - Accompagnement du CAUE pour la cour de collège des Vans
 - Fil rouge 2025 « réemploi »
- Conseil d'administration du 12 décembre 2024 : validation du compte rendu
- Budget 2025
- Convention de partenariat PNR des Monts d'Ardèche et CAUE de l'Ardèche
Programme d'actions partenarial et demande de subvention LEADER
- Suite de la mission « Stratégie Bâtiminaire » : expérimentation Schéma Directeur Immobilier et Energétique (SDIE) / partenariat avec la commune de Privas
- Informations ressources humaines :
 - Point sur la démarche d'accompagnement du cabinet Sens & Idées
 - Renouvellement poste directeur
 - Accord d'entreprise : mobilisation d'un prestataire pour appui juridique
 - Politique salariale
- Partage d'actualités sur le projet d'orientation du CAUE
- Questions diverses

Le 22 mai 2025 à dix-huit heures, le Conseil d'administration s'est réuni dans les locaux du CAUE à Privas.

ASSISTAIENT À LA RÉUNION :

Laurence ALLEFRESDE, conseillère départementale, maire de Prunet (en visio)

Joël BELMONTE, représentant le Conseil Régional de l'Ordre des Architectes

Cécile BODDAERT, représentant la Direction Académique des Services de l'Education Nationale

Anne BRONNER, directrice de la Direction Départementale des Territoires de l'Ardèche

Sandrine CHAREYRE, vice-présidente du CAUE de l'Ardèche, conseillère départementale, maire de St-Priest

Isabelle DESCOURS, enseignante en arts plastiques

Robert DUCHAMP, représentant le Syndicat des Architectes de l'Ardèche

Christian FEROUSSIER, Président du CAUE, vice-président du Département, maire de St-Fortunat-sur- Eyrieux

Hervé OZIL, administrateur du CAUE

Robert ROUX, 2ème vice-Président du CAUE

Laure VIGNERON, représentant la Direction Départementale des Territoires de l'Ardèche

ASSISTAIENT ÉGALEMENT À LA RÉUNION :

Équipe du CAUE de l'Ardèche :

Jérôme DAMOUR, directeur du CAUE

Isabelle BARUT, assistante administrative et d'accueil assurant le secrétariat de séance

ÉTAIENT EXCUSÉS :

Thierry AUMAGE, Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale

Ingrid RICHIOUD, conseillère départementale, vice-présidente du Département, adjointe au maire de Tournon sur Rhône

Jean-François VILVERT, Architecte des Bâtiments de France – UDAP de l'Ardèche

Le Président ouvre la séance en constatant que le quorum est atteint en comptabilisant Laurence Allefresde qui participe en visio. Il remercie les membres présents et regrette que la majorité départementale ne soit pas présente aux CA. Il faudrait une mobilisation de certains élus toujours absents et non excusés, il en a déjà fait part au Président du Département.

1. Présentation d'actions du CAUE :

Le Président donne la parole à Kévin Doussaint, paysagiste, pour présenter l'accompagnement du CAUE pour l'aménagement de la cour de collège des Vans et ensuite à Antoine Aubinais, architecte, pour l'action sur le réemploi.

- Accompagnement du CAUE pour la cour de collège des Vans

Ce dernier s'inscrit dans le cadre de la convention pluriannuelle de partenariat avec le Département, qui prévoit l'accompagnement de 3 collèges par an afin de végétaliser leurs cours. Actuellement les collèges de Vals les Bains et des Vans sont en fin de réflexion avec la rédaction du cahier des charges par le Département pour passer ensuite à l'opérationnel.

Un diagnostic est établi avec un état des lieux des différents espaces minéraux et végétalisés. Aux Vans cela représente respectivement 62 % et 38 %, (sans compter la cour du collège 98 % de minéral), la gestion des eaux pluviales est étudiée. Les flux de circulation (pompiers, élèves) sont questionnés. Le mobilier existant hétérogène est recensé ainsi que son emplacement.

Ensuite des pistes de réflexion sont proposées.

Il faut déconstruire les idées reçues et apaiser le regard : les collégiens (toute mixité confondue) sont en attente d'espaces calmes qui induisent moins de conflits dans la cour.

Des conseils sur la technicité et la faisabilité des aménagements en fonction de la singularité de chaque cour sont attendus par le Département.

Le CAUE fait des préconisations notamment sur : désimperméabilisation, plantation des sujets, entretien, arrosage, mise en place de copeaux de bois au sol, etc. Les agents du Département rédigent le cahier des charges de consultation des entreprises avec l'appui du CAUE. Le Département peut demander des subventions à l'Agence de l'eau pour la réalisation des travaux.

L'opérationnel pour le collège des Vans est attendu fin 2025/2026. En moyenne ces aménagements représentent un coût de 120 000 à 150 000 €.

Des retours positifs du Département quant à l'articulation avec le CAUE sur ces études ont été transmis.

En 2025 trois collèges seront accompagnés : Le Pouzin, Le Teil et la Lombardière à Annonay.

Cécile Boddaert soutient ces accompagnements qui permettent de donner du confort aux élèves, du bien-être et d'amener une grande plus-value aux espaces extérieurs.

Robert Roux souhaiterait que les administrateurs soient présents à l'inauguration de ces espaces éducatifs.

Le Président souhaite valoriser ces aménagements et le travail mené par le CAUE, envisager un point presse dans un premier temps.

- Fil rouge 2025 « réemploi »

Antoine Aubinais a été chargé d'établir une stratégie pour le fil rouge réemploi dans les actions du CAUE.

- Un recensement est effectué sur le territoire ardéchois (mise en place cartographie, lieux, artisans, contacts). Un travail avec le collectif Re.Source réemploi à Vernoux en Vivarais est mené pour ne pas dupliquer ce qui a été déjà recensé.
- Une formation de l'équipe CAUE est programmée sur 2 jours en juillet avec l'équipe de Re.Source (théorie et cas concrets)
- Utilisation des outils de sensibilisation : opération « prends ton casque » à l'automne au Teil, (mise en œuvre des pierres suite au tremblement de terre) et 5 à 7 de l'éco construction sur le

réemploi le 16 octobre avec 3 intervenants, un géologue, un élu, le 3ème reste en réflexion.

- Une expo à venir avec partenariat collectif Re.Source.

Antoine Aubinais ajoute qu'il a déjà travaillé sur le réemploi avec l'école de Joyeuse sur l'aménagement temporaire de la cour. Un diagnostic des matériaux existants dans les stocks de la commune, de la scierie et de la recyclerie proches a été mené. Les matériaux recensés ont servi à un atelier d'aménagement de la cour.

Le bon sens et des services techniques compétents entraînent moins de dépenses. Il faut mettre en valeur ce réemploi invisible.

Joël Belmonte note un retour positif du réemploi, qui existait avant l'ère industrielle, cela entraîne une synergie des entreprises du territoire et des savoir-faire.

Le président remercie Kévin DOUSSAINT et Antoine AUBINAIS pour la présentation de ces exemples qui témoignent du dynamisme du CAUE.

Christian Feroussier annonce qu'il démissionne de son mandat de Président mais qu'il assurera ce dernier jusqu'à l'AG du 24 juin prochain et contribuera au recrutement pour le remplacement du directeur.

Depuis 2021, il s'est impliqué en mobilisant toute son énergie pour obtenir du Département un financement pérenne du CAUE. Des raisons de santé et le départ du directeur ont décidé de son retrait. Il continuera à suivre et soutenir le CAUE.

Il remercie toute l'équipe du CAUE, les administrateurs et le bureau qui œuvrent pour cet outil indispensable pour les communes.

2. Conseil d'administration du 12 décembre 2024 : validation du compte rendu

Le compte rendu du CA du 12/12/2024 est approuvé à l'unanimité des membres présents.

3. Budget 2025

Rappel bilan 2024:

Le Président présente le budget avec un **résultat positif fin 2024 de 101 103 €**.

Ce résultat est lié à :

- l'évolution de la masse salariale, il y a eu moins de dépenses : remboursement d'arrêts maladie
- actions non lancées ou moins consommatrices de fonds.

Ce résultat positif est exceptionnel, les projections sur 2025 à 2028 mettent en avant un déficit de 80 000 € en moyenne par an, absorbable par le fonds associatif jusqu'à fin 2027.

Le fonds associatif est à fin 2024 de 401 190 €.

La situation budgétaire nécessite une gestion attentive pour maîtriser les charges de fonctionnement et charges salariales.

Le Département a baissé de 3 % les aides aux structures satellites, pour le CAUE cela représente 24000 €. Les ponctions de l'État sur le budget du Département n'étant plus d'actualité, on devrait revenir au montant initial de 800000 €.

Robert Roux demande au Président d'agir sur les 3 % de retenue et demander le versement des 24000 € prélevés.

Le Président soutient cette demande justifiée, maintien des 800 000€ et reversement des 24000€. Un courrier sera adressé au Département en ce sens.

Budget prévisionnel 2025:

LES CHARGES : 1 071 516 €

Le Président passe en revue les différentes charges.

Les charges de fonctionnement représentent 192 457 € (intégration + 2,5% d'inflation)

Les charges liées au personnel sont stables et représentent 726 546 €

Les dépenses du programme d'actions représentent 79 400 €

LES RECETTES :

Le montant des recettes s'élève à **951 412 €**

- dont montant taxe d'aménagement reversée 776 000 € (-3%) voir plus haut.

- dont : adhésions 17 000 €

- Conventions signées avec collectivités 70 000 € attendus

- 49 400 € qui proviennent des subventions liées au programme actions

Résultat estimé à **- 46 991€**. **Le fonds associatif** serait à fin 2025 à **354 199€**.

Les perspectives budgétaires 2025/2028 sont sur un maintien des 800 000€ pour garantir un fonctionnement pérenne du CAUE.

4. Convention cadre de partenariat PNR des Monts d'Ardèche et CAUE de l'Ardèche

Programme d'actions partenarial et demande de subvention LEADER

Jérôme Damour présente ce point. La convention de partenariat permettrait de prolonger les actions menées conjointement par le PNR et le CAUE autour de 4 objectifs :

- renforcer le partenariat et s'organiser pour répondre aux enjeux du territoire,
- organiser la communication autour de ce partenariat
- faire connaître l'offre de services mutuelle, faire que le CAUE soit un acteur reconnu dans la charte du Parc,
- mettre en place des actions concrètes pour renforcer l'aide à la décision des collectivités (développer des actions de sensibilisation, de formations et de conseils, coanimer le réseau des acteurs de l'urbanisme et le réseau départemental du paysage),

La convention cadre se décline avec une annexe financière annuelle qui définit les contributions de chacun.

Les administrateurs présents valident à l'unanimité cette convention cadre.

Un document envoyé en amont du conseil d'administration reprend le programme d'actions partenarial PNR/CAUE et les demandes de subventions LEADER.

- La première action concerne l'urbanisme durable et la reconquête des centralités : formation, sensibilisation des acteurs de l'urbanisme ardéchois.

Le portage administratif est assuré par le PNR.

L'action comporte :

- Un volet animations : animation réseaux et actions PNR.
- Un volet réseau : les urba sessions, le réseau des acteurs de l'urbanisme.
- Un volet recherche : les ateliers hors les murs.
- Un volet communication :

- 1) les cahiers de recommandations architecturales,
- 2) un outil de sensibilisation autour de la pierre sèche,
- 3) animation réseau et conception des cahiers.
- 4) valorisation média/radio/vidéo (dont observatoire photographique des paysages).

Un cofinancement LEADER est recherché, un financement de la région apporté par le parc et un autofinancement de 6250€ (4000€ par le CAUE et 2250€ par le PNR).

Ce dossier sera déposé au programme LEADER Ardèche pour passer en audition en septembre et être opérationnel en 2026.

- La deuxième action concerne un programme de sensibilisation à un urbanisme durable et à la reconquête des centralités.

Le portage administratif est assuré par le CAUE.

L'action comporte :

- Réalisation d'une exposition consacrée à la transition urbaine et écologique : enjeux d'aménagement des territoires face au changement climatique.
- Création de podcast (radios) et réalisation de vidéos pour valoriser les démarches inspirantes.
- Organisation de « rendez-vous de cadre de vie » : conférences, rencontres autour de nouvelles pratiques en matière d'urbanisme, d'architecture, d'environnement et de paysage.

Dans le cas où il n'y aurait pas de financement LEADER, le rendez-vous cadre de vie pourrait être autofinancé en 2025 : 2400€ TTC, même démarche pour le partenariat radio.

- La troisième action « fini la vacance » pour la création et le développement de nouvelles formes d'habitat pour des logements collectifs innovants en remobilisant le bâti vacant en centre bourg.

Cette action comprend un séminaire, une animation avec un grand témoin, un workshop avec résidences de professionnels sur 2 communes et un séminaire de clôture.

Le calendrier n'est plus tenu côté LEADER pour ce dossier déposé en mars 2025. Le séminaire rassemblant juristes, économiste foncier et sociologue est maintenu mais décalé fin 2026. Si le financement LEADER n'est pas assuré, le CAUE ne pourra engager de dépenses pour les résidences qui devraient se tenir en 2027 avant la fin du programme LEADER en novembre 2027.

Les nouvelles équipes municipales seront en place en mars 2026 ce qui est cohérent avec le calendrier de cette action.

Le Président demande la validation des budgets prévisionnels des 3 actions.

Les budgets prévisionnels des 3 actions sont validés à l'unanimité des administrateurs présents.

5. Suite de la mission « Stratégie Bâtimentaire » : expérimentation Schéma Directeur Immobilier et Energétique (SDIE) / partenariat avec la commune de Privas

En 2024, cette mission a été lancée avec un financement Fonds vert sur un an. L'objectif est de proposer un accompagnement transversal des collectivités sur leur patrimoine bâti en intégrant les enjeux de transition écologiques et énergétiques, de sobriété (réemploi, recyclage, éco-construction...) et de qualité de vie et confort d'usage.

Cela permet pour les collectivités de mieux phaser leurs investissements.

Un architecte conseiller a été recruté qui a pu travailler sur 4 communes : Chassiers, Vallées d'Antraigues Asperjoc, St Maurice d'Ibie et St Julien le Roux.

Des rendus ont été faits sur les 2 premières communes avec une feuille de route pour les futurs investissements communaux.

Le comité technique de cette action construite avec la DDT réunit DDT, UDAP, TE07, SDEA, PNR et CAUE. Ces partenaires techniques ont mis en évidence l'intérêt de poursuivre cette expérimentation.

L'intérêt pour le CAUE est de renforcer les compétences internes au service des collectivités ardéchoises : expérimentation et transfert d'expériences et renforcement des partenariats.

Une opportunité de travailler avec la commune de Privas s'est présentée sur une échelle patrimoniale de travail qui pourrait correspondre à celle d'une communauté de communes.

Le CAUE et TE07 territoire d'énergie (ex Syndicat départemental d'énergie) ont étudié la possibilité de déposer une demande d'aides auprès du programme ACTEE pour la réalisation d'un Schéma Directeur Immobilier et Energétique (SDIE) pour la commune de Privas. Le SDIE est un outil de programmation pluriannuelle de la réhabilitation de l'ensemble du patrimoine bâti d'une commune.

Le budget est de 50000€ dont 30000€ de programme ACTEE, 15000€ pour la commune de Privas (autofinancement et mobilisation fonds vert), 5000€ pour le CAUE.

Le CAUE recruterait un architecte pour une durée d'un an à 70 % si Ivan Mazel actuellement en poste sur cette mission ne pourrait prolonger son contrat.

Le Président demande aux administrateurs de valider ce plan de financement et de l'autoriser à mobiliser les subventions nécessaires pour cette opération « stratégie bâtiminaire ».

Le plan de financement et l'autorisation pour le Président de mobiliser les subventions nécessaires pour cette opération « stratégie bâtiminaire » sont validés à l'unanimité des administrateurs présents.

Les administrateurs présents valident à l'unanimité ce principe de partenariat.

L'action sera mise en œuvre sous réserve du financement Fonds vert et d'une convention finalisée avec la commune de Privas.

6. Ressources humaines

- Point sur la démarche d'accompagnement du cabinet Sens & Idées

Jérôme Damour présente ce point. L'équipe du CAUE a été accompagnée par le cabinet Sens et Idées pour travailler sur la prévention des risques psycho sociaux entre septembre et décembre 2024.

Ce travail a été présenté aux membres du CA en février 2025. Une évaluation à 6 mois est programmée le 8 juillet avec l'équipe et Sens et Idées.

Un plan d'actions a été enclenché autour de 10 priorités :

- Raison d'être et valeurs du CAUE (voir après dans le projet d'orientation le travail mené)
- Rôle de la Direction (contrat managérial construit avec les engagements respectifs équipe/directeur)
- Prise de décision (nouvelles formules en cours)
- Animation des réunions d'équipe (nouvelles formules en cours)
- Formation de la Direction (non lancée)
- Révision du projet d'orientation (clarification du projet a été menée)
- Reconnaissance économique (mise en place d'un groupe de travail sur la politique salariale, voir après)
- Définition, communication et application des règles de fonctionnement (en cours)
- Clarification des objectifs (refonte grilles d'entretien et fiches de poste réalisée)
- Traitement des problématiques (travail avec Direction et CSE en cours).

- Renouvellement poste directeur.

Jérôme Damour met fin à sa mise à disposition au 31 août 2025. Un recrutement est en cours pour le remplacer.

La date du mardi 3 juin matin est proposée pour les auditions. Cette date fixée avant l'AG du 24 juin permet au Président de présider le jury en fonction des disponibilités des personnes contactées.

Ce calendrier permet qu'un tuilage puisse idéalement avoir lieu en juillet si le candidat n'a pas de préavis.

Christian FEROUSSIER propose un ou deux membres du CA pour participer au jury. 26 candidatures ont été reçues, cinq candidats ont été présélectionnés dont une candidature interne. Robert DUCHAMP souligne l'importance du recrutement à ce poste de direction et se propose de participer au jury. La constitution du jury pourrait comporter 2 représentants du CA, 1 représentant de l'État, 1 représentant du Département Philippe Aubert (direction de l'aménagement), 1 représentant des professionnels et Denis Deshayes du cabinet Sens et Idées qui a une bonne vision de l'équipe et des enjeux. Anne BRONNER comprend que le calendrier est serré mais rappelle l'importance du binôme Président/Directeur et pose la question du choix du Directeur par le nouveau Président.

Christian FEROUSSIER comprend cette remarque mais pour cela il faudrait attendre au mieux mi-juillet.

Un recrutement en juillet soulève plusieurs difficultés : disponibilité des candidats, disponibilité du jury, préavis des candidats à intégrer pour une prise de poste début septembre...

Le 13 juin en Commission Permanente un élu du Département doit être désigné pour être administrateur du CAUE, l'élection du Président parmi les 6 membres désignés par le Département aurait lieu à un CA qui se tiendrait après le 24 juin et avant mi-juillet.

C'est difficile pour un conseiller non élu Président du CAUE de siéger au jury pour le recrutement du Directeur en amont de cette élection.

Laurence ALLEFRESDE demande si dans les statuts il y a des éléments sur le choix d'un directeur en cas de changement de Président : est-ce que le Président sortant peut le choisir ou est-ce à la personne qui lui succède ?

Jérôme DAMOUR précise que l'article 12 des statuts stipule que le Président nomme aux emplois assistés

des membres du bureau, il nomme notamment avec l'accord du Préfet une personne qui est chargée d'assurer l'administration générale et le fonctionnement de l'association ainsi que l'organisation des interventions du CAUE.

Robert ROUX demande si le bureau, à part le nouveau Président, restera avec les mêmes membres dans cette mandature, ce qui serait préférable.

Laurence ALLEFRESDE revient sur la date du 3 juin qui permettrait d'assurer un tuilage pour le poste de direction. Quelqu'un qui n'est pas nommé ne peut participer au recrutement.

Des élus sont-ils fléchés, intéressés ?

Sur ce point Christian FEROUSSIER annonce que M. QUENETTE (vice-président aux finances au Département, Président d'Ardèche Habitat, conseiller départemental du canton d'Annonay) se serait manifesté pour être désigné par le département comme représentant au CA, mais pas directement auprès de lui.

Robert Roux ajoute que les salariés sont attentifs au choix du Directeur et le CA aussi et ils sont attentifs à qui va être nommé, ils ont envie d'être encouragés et reconnus par le Département.

La date du 3 juin est validée par les membres du CA présents.

Anne BRONNER ajoute qu'il faut valider la procédure de recrutement, qu'elle soit portée à connaissance de tous les membres du CA, l'équipe du CAUE et les candidats par mail (date des auditions et composition du jury).

Composition du jury à valider :

Christian FEROUSSIER, Président du CAUE et un représentant du bureau du CAUE (Hélène LACROIX)

Un représentant de l'État (DDT)

Un représentant du Département (Philippe AUBERT)

Un représentant des professionnels (Robert DUCHAMP, représentant le syndicat des architectes)

Denis DESHAYES du bureau d'étude Sens et Idées (BE qui a accompagné le CAUE sur démarche QVT/RPS).

La composition du jury est validée à l'unanimité des administrateurs présents.

Sur les deux prochains points Christian FEROUSSIER ne souhaite rien mettre au vote : le futur Président décidera des orientations futures en fonction de la mise en place et du contenu de la prochaine convention collective.

- Accord d'entreprise : mobilisation d'un prestataire pour appui juridique

Document transmis aux membres du CA en amont.

Le Président rappelle que l'étude n'est pas faite et il faut attendre d'avoir tous les éléments de la future convention collective pour définir ce qui peut être mis en place et éviter des doublons éventuels. Un délai d'un ou deux mois pour que cette étude soit affinée lui semble nécessaire. Le cap est donné il ne changera pas car la ressource humaine est indispensable, sans les salariés le CAUE n'est rien et il faut les rémunérer en conséquence. Rien n'empêchera le CA de décider de manière rétroactive des primes ou revalorisations salariales.

Le CA s'était engagé à maintenir les avantages de la précédente convention collective caduque depuis deux ans. Avec le changement de Présidence, cela peut être remis en cause. L'idée est d'avoir un accord d'entreprise maintenant les avantages acquis mais de manière à ce que le cumul avec les dispositions de la convention BETIC n'engendre pas un coût financier trop important mettant en difficulté le CAUE.

La seule différence avec la convention BETIC est la mise en place d'une prime congés payés ou prime

vacances qui représenterait 6000€/an pour le CAUE.

L'objectif de l'accord d'entreprise est de clarifier des notes de service telles que le télétravail, les RTT...

Un appui juridique est donc demandé. Le cahier des charges a commencé à être rédigé, pour établir un état des lieux de l'existant pour rédiger un accord d'entreprise pour savoir à quoi le CAUE s'engage financièrement.

L'objectif est que cet accord d'entreprise soit effectif au 1^{er} janvier 2026.

- Politique salariale

Le Président remercie Robert ROUX de sa participation à ce groupe de travail.

Robert Roux ajoute qu'il va falloir former le nouveau Président en espérant qu'il n'aille pas contre le travail mené depuis 3 ans. Il ajoute que pas grand-chose ne change par rapport à l'ancienne convention collective, il n'y pas de grosse incidence financière. Des mesures rétroactives pourraient être décidées au 1^{er} juillet par exemple.

3 priorités suite au travail mené :

- Reconnaître l'incidence de l'investissement collectif de l'équipe : % d'une augmentation collective.
- Reconnaître l'expérience professionnelle et l'investissement pour les derniers salariés entrants : augmentation individuelle progressive.
- Reconnaissance des salariés anciens avec la mise en place d'une prime d'ancienneté.

Les chiffres sont dans l'enveloppe budgétaire prévue au budget 2025. Vigilance à avoir pour les années suivantes.

Autre piste ;

- Reconnaître l'investissement de certains salariés sur des missions spécifiques (exemples : animation de réseaux...). Vigilance sur le risque de mise en concurrence des salariés qui n'est pas souhaitable.

Le principe des trois priorités définies par le groupe de travail est validé à l'unanimité des membres du CA présents avec des effets rétroactifs possibles.

Christian FEROUSSIER informera le futur Président de tout ce qu'il a validé avec le CA et le bureau. La matière grise au CAUE est essentielle et il faudra faire un effort sur la masse salariale c'est important et il y est favorable.

Jérôme DAMOUR rappelle que la politique salariale permet d'avoir un outil de management des compétences et de reconnaissance du travail fait par l'équipe, donner des perspectives aux salariés, reconnaître l'expérience professionnelle des uns et des autres, les compétences et l'engagement. C'est aussi veiller à contrôler les dépenses et prendre en compte la future convention collective BETIC qui s'appliquerait au 1^{er} janvier 2026.

7. Partage d'actualités sur le projet d'orientation du CAUE :

Le Projet d'orientation a été validé en 2023. Plusieurs actions mises en œuvre.

Afin d'améliorer la visibilité des actions réalisées, en cours et à venir, un travail de l'équipe a été effectué autour des missions du CAUE et la raison d'être du CAUE :

• LES MISSIONS DU CAUE

La loi de 1977 marque un tournant pour inscrire l'architecture dans une démarche d'intérêt public en valorisant sa dimension culturelle et environnementale. Portée par des réformes structurantes, elle met en place des mesures pour garantir la qualité architecturale des constructions, sensibiliser le public et former les professionnels. Les CAUE (Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement) jouent un rôle clé dans l'accompagnement des particuliers, élus et collectivités, tout en promouvant des pratiques respectueuses du cadre de vie et du patrimoine.

Trois missions :

1. **Accompagner/Conseiller** : Les CAUE offrent un soutien aux élus, aux particuliers et aux professionnels pour garantir la qualité architecturale, urbaine, environnementale et paysagère.
2. **Informier/Sensibiliser** : Les CAUE conduisent des actions d'information et de sensibilisation visant à impliquer le public, notamment scolaire, sur les enjeux architecturaux et environnementaux.
3. **Former** : Les CAUE contribuent à la formation et au perfectionnement des élus, des maîtres d'ouvrage, des professionnels et des agents des administrations et des collectivités

• LA RAISON D'ETRE DU CAUE DE L'ARDECHE

Le CAUE de l'Ardèche a pour **ambition**, de **rendre autonome les publics** (collectivités et particuliers) aux enjeux de la qualité du cadre de vie architecturale, urbanistique, environnementale et paysagère.

Il a ainsi pour **mission de sensibiliser et accompagner** différents publics.

Dans sa **posture**, il adopte une **expertise** et il est un **appui au dialogue** entre les parties prenantes.

Le CAUE de l'Ardèche porte 4 valeurs :

- Indépendance, neutralité et objectivité (→ Service public)
- Créativité (→ Innovation et expérimentation, force de proposition)
- Coopération (→ transversalité, approche partenariale)
- Facilitateur de projets et transmission (→ Posture)

qui guident son action au quotidien.

- **LES OBJECTIFS PRIORITAIRES**

Dans un contexte où les enjeux environnementaux, sociaux et économiques redéfinissent nos façons de construire et d'habiter, le CAUE de l'Ardèche s'engage à agir de manière concrète et durable.

Afin de répondre aux défis actuels et futurs de la qualité du cadre de vie, il a identifié **trois objectifs transversaux prioritaires** dans son **projet d'orientation 2023/2026** qui guident ses actions et ses accompagnements.

Pour bâtir un cadre de vie harmonieux, résilient et inclusif, ces priorités traduisent une volonté de conjuguer :

- 1) **respect de l'environnement et soin du vivant** face à l'urgence climatique et environnementale (végétalisation, Urbanisme Favorable à la Santé)
- 2) **économie des ressources et matériaux** (sobriété, réemploi, recyclage)
- 3) **renforcement des liens sociaux et d'une approche culturelle** intégrée dans l'action du CAUE

Ces objectifs ont été reformulés par l'équipe :

- **LES OBJECTIFS PRIORITAIRES**

Travaillés et reformulés par l'équipe CAUE le 28 janvier 2025, ces trois objectifs ont été classés de la manière suivante:



Le vivant : Intégrer le vivant pour préserver les écosystèmes, en valorisant le végétal, l'animal et les sols, tout en prenant soin du vivant dans toutes ses dimensions.

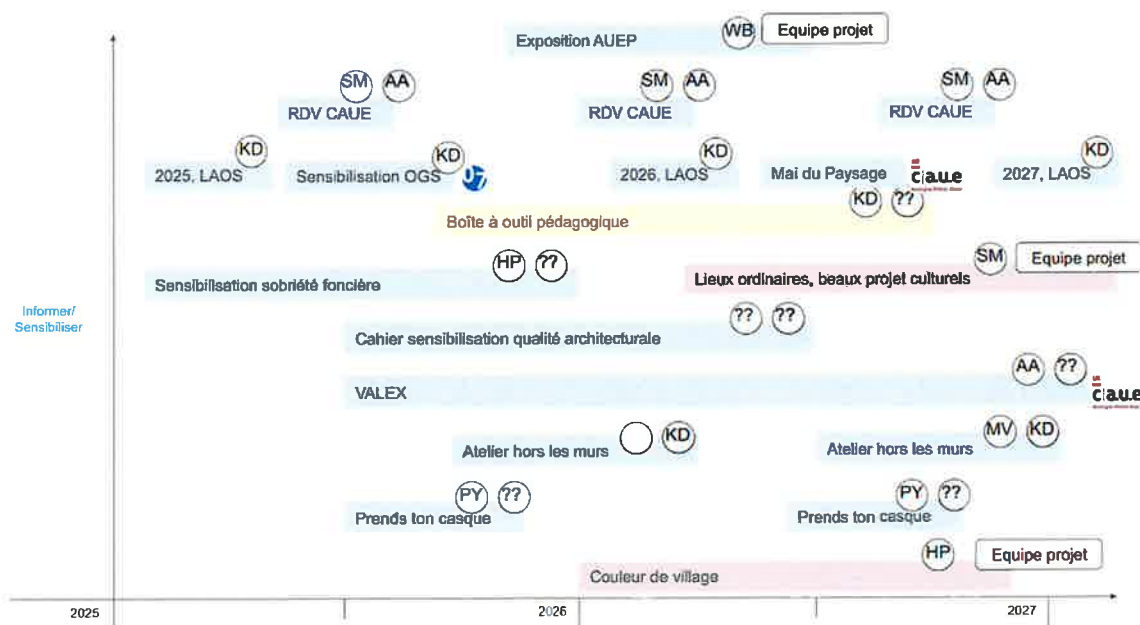
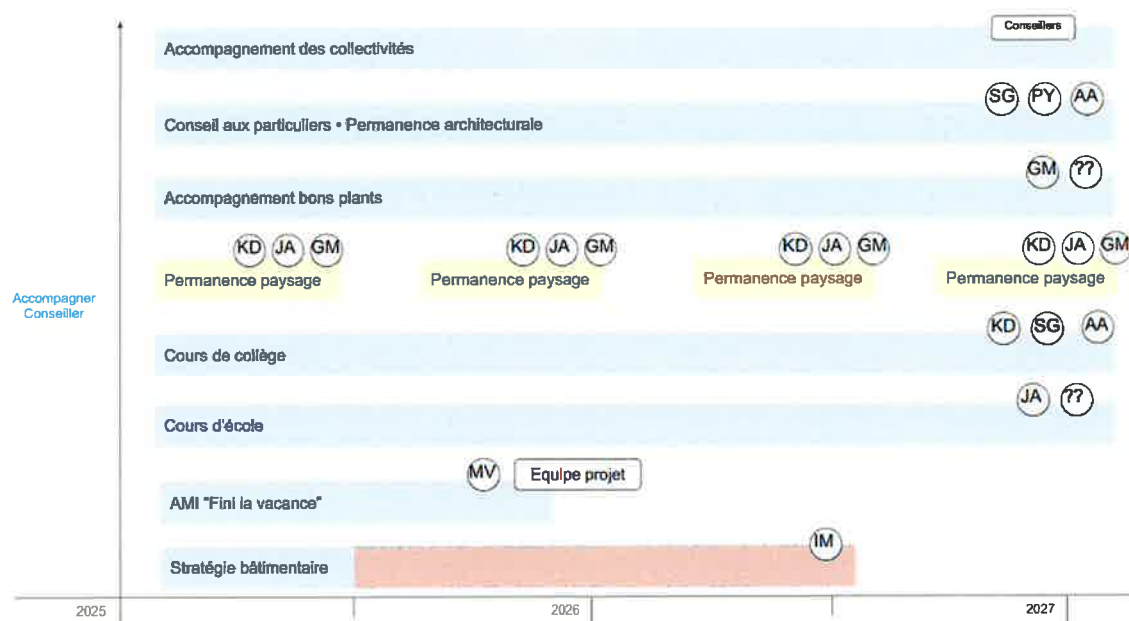


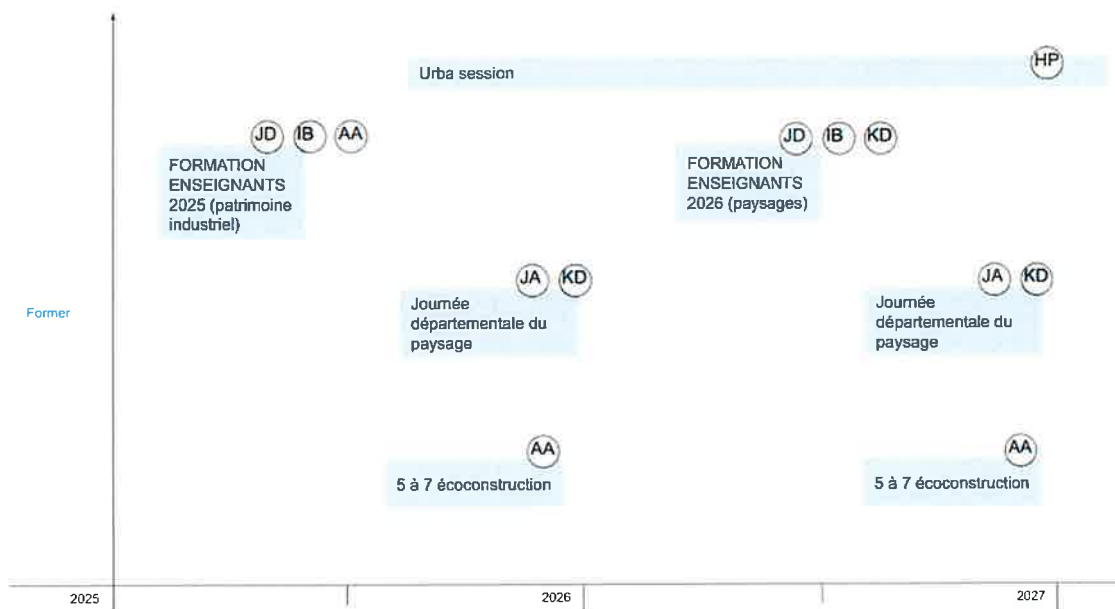
Sobriété : Promouvoir le réemploi, les matériaux biosourcés et l'écoconstruction pour réduire l'empreinte environnementale et favoriser une utilisation économe des ressources.



Faire ensemble: Encourager le faire ensemble et les démarches participatives pour renforcer les liens entre les individus et valoriser les compétences locales. Conforter la spécificité d'une approche culturelle intégrée dans les actions du CAUE.

Une grille de lecture par mission CAUE et calendrier a été établie :





Une grille de lecture par public a également été définie :

• LES PUBLICS

Le CAUE s'adresse à un public diversifié, rassemblant tous ceux qui participent à la construction et à l'aménagement de nos cadres de vie. Qu'il s'agisse du grand public, des jeunes générations ou des habitants, le CAUE a pour vocation de sensibiliser et d'accompagner chacun dans sa compréhension et son appropriation des enjeux architecturaux, urbains et environnementaux. Parallèlement, il apporte un soutien précieux aux élus et aux professionnels – urbanistes, architectes, paysagistes et autres acteurs – en leur proposant des outils, des conseils et des expertises.



Le grand public : Pour sensibiliser et accompagner chacun dans la compréhension des enjeux architecturaux, urbains et environnementaux.



Le jeune public : À travers des actions éducatives visant à éveiller la curiosité et à transmettre des connaissances sur l'architecture, la manière d'habiter, les paysages et le cadre de vie.



Les élus : En les conseillant sur leurs projets territoriaux et en leur offrant des outils pour une gouvernance durable et éclairée.

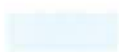


Les professionnels : Urbanistes, architectes, paysagistes et autres acteurs, bénéficient d'un accompagnement pour concevoir des projets respectueux des territoires et adaptés aux enjeux contemporains.

Les actions ont été classées en différentes catégories :

- **INCONTOURNABLES ET EXPÉRIMENTATIONS**

Le CAUE poursuit un équilibre entre des missions incontournables, soutenues par des partenaires et des financements mobilisés/mobilisables, et des actions plus expérimentales, explorant de nouvelles approches face aux enjeux émergents. Ce double axe permet de prioriser les actions en fonction de l'intérêt, du planning, des moyens et des ressources humaines.



Incontournables : Ces missions clés, soutenues par des partenariats solides et des financements stabilisés, lui permettent de remplir son rôle essentiel d'accompagnement, de conseil et de sensibilisation auprès de divers publics.



Expérimentations : Ces projets permettent de répondre à des enjeux émergents répondant aux axes du projet d'orientation du CAUE.

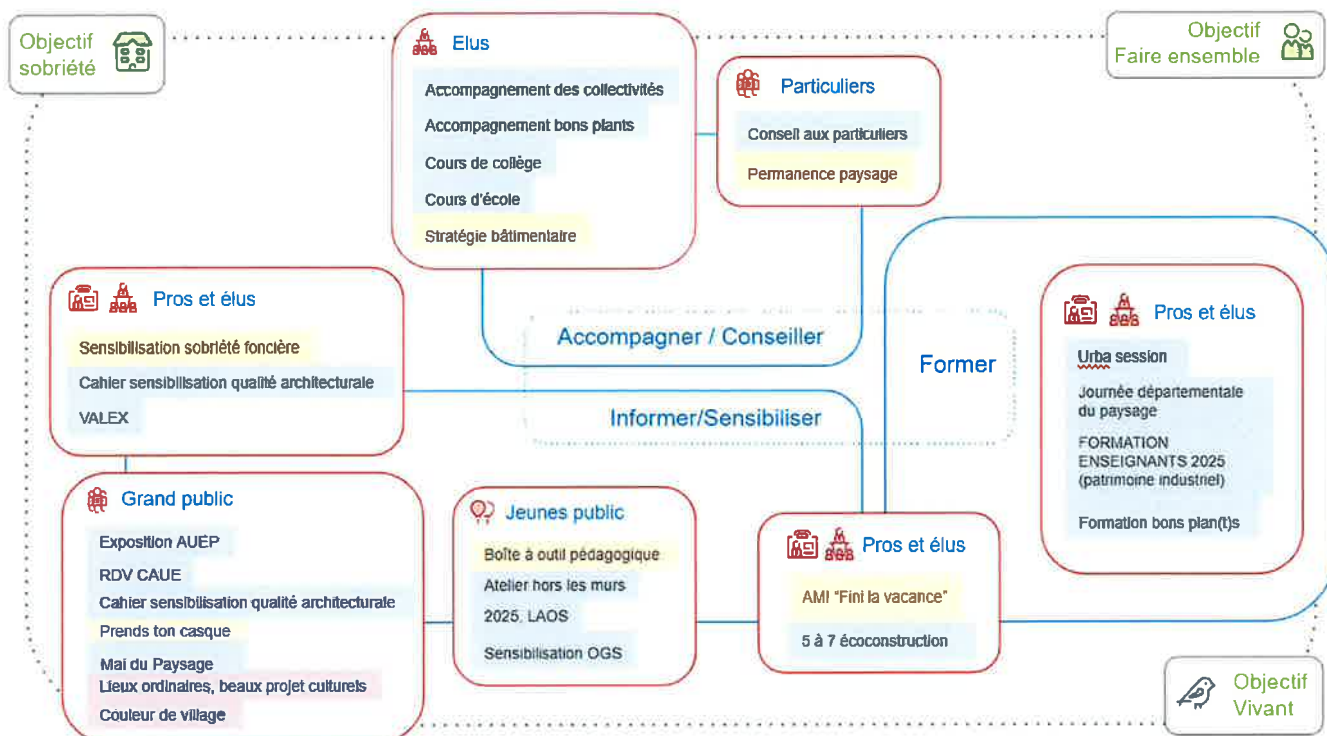


Non financés : Ces projets n'ont pas encore trouvé de financements complémentaires.



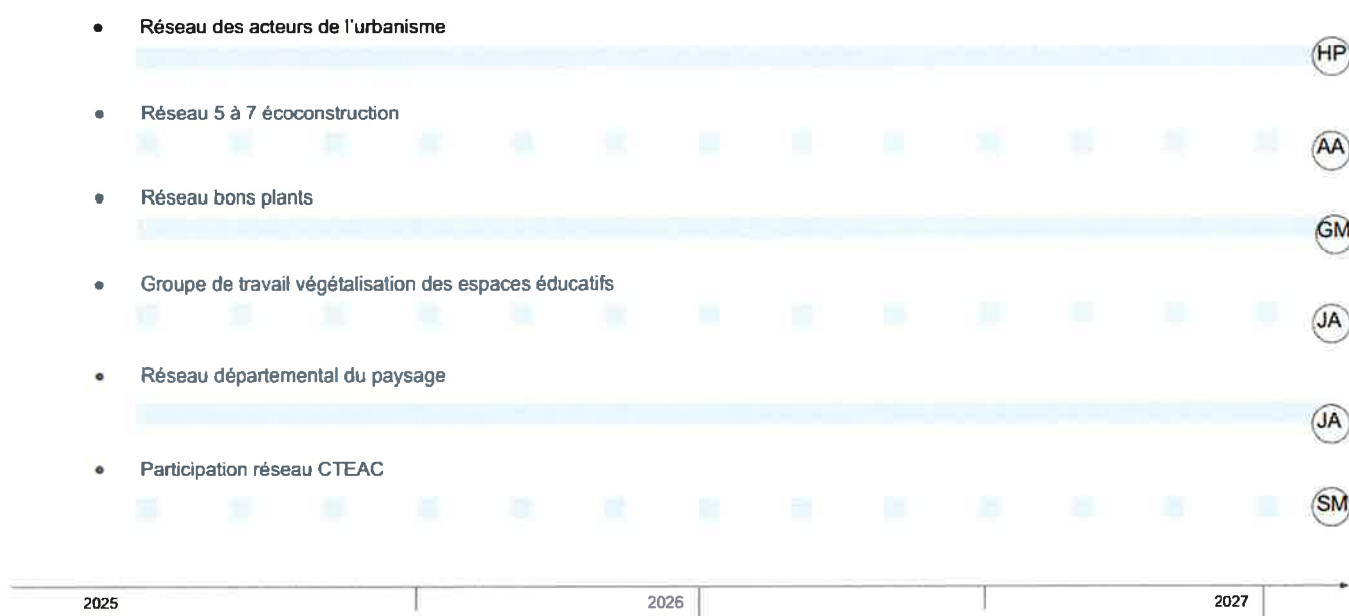
En abscisse, nous représenterons le temps, pour illustrer le calendrier des actions.

Cette réflexion a permis d'établir un premier regroupement d'actions :

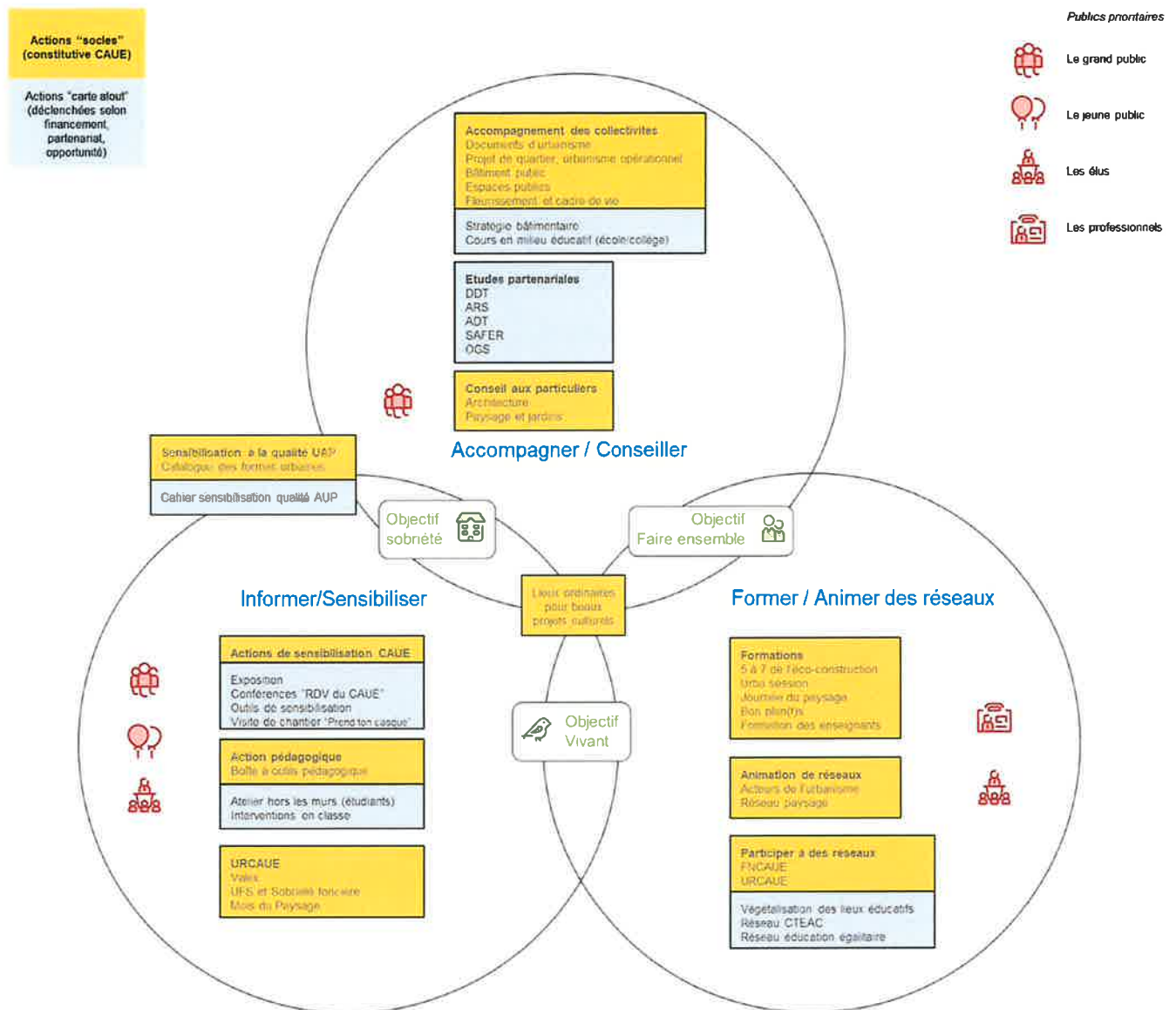


A ce regroupement, doit être ajouté la mobilisation du CAUE sur différents réseaux en tant qu'animateur ou participant :

Les réseaux



Synthèse finale



8. Projets de convention de partenariat SAFER 07/CAUE 07 et ADT 07/CAUE 07

Deux projets de convention de partenariat sont proposés au Conseil d'administration :

Projet de convention SAFER 07 / CAUE 07

La question du foncier est un enjeu fort : limiter la consommation et l'artificialisation des sols pour assurer la préservation des potentialités agricoles et la préservation de la biodiversité et de la ressource en eau.

Un sujet sur lequel SAFER 07 et CAUE 07 sont impliquées.

Proposition d'une convention cadre SAFER 07 / CAUE 07 pour favoriser le partenariat :

1/ Axe coopération : rencontre et partage d'informations mutuelles :

- En fonction des besoins de partage de connaissance, et suivant les actualités foncières dans le Département et des évolutions réglementaires, **des temps d'échange** pourront être organisés à l'initiative des deux directions. A minima, un temps d'échange annuel.
- En fonction des sujets, des réunions plus conséquentes pourront être organisées pour **renforcer la connaissance, les expertises et les sujets communs entre l'équipe technique du CAUE de l'Ardèche et la Safer AURA**. Le Département Études et Développement de la Safer AuRA pourra être associé.

2/ Axe communication : favoriser la sensibilisation et la pédagogie autour des enjeux du foncier rural

- Souhait de **collaborer sur des temps forts à destination des élus, techniciens des collectivités et partenaires** sur le foncier dans l'espace rural et périurbain.
 - **Action de sensibilisation** : Urba Session, livrables de type livret de sensibilisation.
 - **Actions de communication** viseront à sensibiliser et développer les coopérations avec les partenaires (élus, techniciens prioritairement).
- En fonction de la sollicitation, une lettre de mission pourra être convenue avec les parties.
- Sur la proposition du CAUE de l'Ardèche, la SAFER AURA est favorable pour **intégrer le réseau de l'urbanisme durable** et prévoir des interventions en fonction des besoins des membres du réseau.

3/ Axe opérationnel : renforcer le contenu des cahiers des charges SAFER

- Dans chaque vente réalisée par la SAFER, un cahier des charges vient encadrer la vente pendant une durée minimale de 10 ans.
- La SAFER AuRA et le CAUE Ardèche souhaitent collaborer avec l'appui des partenaires locaux, pour **renforcer les clauses contenues dans le cahier des charges SAFER**.
- Ces préconisations transmises par le CAUE seront plus particulièrement orientées sur les zones d'habitat et l'interface avec les zones agricoles, naturelles et forestières, sur des thématiques transversales (biodiversité, patrimoine et architecture, paysage, corridor écologique...).
- La constitution de cet ensemble de préconisations représente un enjeu majeur pour adapter l'intervention de la SAFER au plus près des enjeux locaux, et de secteurs d'interventions fonciers sensibles.
- La SAFER souhaite confier au CAUE de l'Ardèche une **mission d'expertise et d'animation avec les partenaires techniques** qu'elle proposera d'associer.
- Ce volet conventionnel fera alors l'objet **d'une convention d'accompagnement** spécifique.

Cette convention de partenariat vient en écho à la Convention de partenariat nationale signée en janvier 2024 entre Fédération nationale des CAUE de l'Ardèche et fédération nationale des SAFER.

Le conseil d'administration donne son accord de principe pour la mise en œuvre de cette convention cadre de partenariat.

Projet de convention ADT 07 / CAUE 07

Objectif : l'Agence de Développement Touristique de l'Ardèche et le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de l'Ardèche souhaite engager un accompagnement à la labellisation et à l'apport de conseil thématique auprès de différents villages.

La convention a pour objet de définir les conditions de mise en œuvre partenariale, technique et financière, de l'accompagnement d'Ardèche Tourisme par le CAUE de l'Ardèche, pour :

- le suivi de candidatures au label « Village de caractère d'Ardèche® » ;
- le déploiement de conseils techniques thématiques auprès du réseau des villages labellisés, et des villages candidats au label.

Au titre de la présente convention, le CAUE de l'Ardèche :

- apportera une **approche architecturale, urbaine et paysagère à 3 villages candidats par an**, et ce sur les séquences 2025/2026, 2026/2027 et 2027/2028 ;
- portera un **regard particulier sur la qualité du cadre de vie**, au regard de la Charte « Villages de Caractère d'Ardèche® » ;
- mettra en œuvre son accompagnement selon 3 phases :

/ Expertise terrain avec le Comité de pilotage du réseau des « Villages de Caractère d'Ardèche® » :

- o Le CAUE de l'Ardèche produira un état des lieux général de chaque village candidat, en concertation étroite avec Ardèche Tourisme. Les élus et représentants des services municipaux des dits villages, et les membres du Comité de pilotage du réseau des « Villages de Caractère d'Ardèche® », seront conviés à participer aux visites de terrain préparatoires à cet état des lieux.

/ Production et restitution d'un diagnostic « flash » :

- o Le CAUE de l'Ardèche produira une synthèse identifiant les pistes d'actions à mettre en œuvre et leur phasage potentiel, en vue de l'obtention du label « Village de Caractère d'Ardèche® ». Ce document d'orientations pourra comprendre notamment des éléments cartographiques, infographiques, images de référence, ainsi que des préconisations formulées par le Comité de pilotage précité.
- o Une restitution de ce document sera effectuée auprès des élus locaux concernés.

/ Passage à l'opérationnel :

- o à l'issue de chaque diagnostic « flash », chaque commune pourra conventionner avec le CAUE de l'Ardèche pour étudier de manière plus précise, et hors champ de la présente convention, les conditions de faisabilité et la mise en œuvre opérationnelle d'un projet ;
- o le CAUE de l'Ardèche proposera par ailleurs aux élus et agents techniques de chaque commune candidate ou bénéficiant déjà du label « Village de Caractère d'Ardèche® », une visite spécifique portant sur la végétalisation des espaces publics.

Concernant les modalités financières de mise en œuvre :

- le CAUE de l'Ardèche assume sur ses fonds propres, constitués notamment par le versement d'une fraction de la part départementale de la Taxe d'Aménagement, les dépenses prévisionnelles de fonctionnement afférentes au contenu de la mission : Principe classique d'accompagnement.
- Une participation volontaire et forfaitaire, inférieure au coût du marché, d'un montant de 3000 euros TTC pour chacune des 3 séquences calendaires mentionnées à l'article 2 de la présente convention, est versée par Ardèche Tourisme au titre d'une contribution générale à l'activité du CAUE.

Le conseil d'administration donne son accord de principe pour la mise en œuvre de cette convention cadre de partenariat.



B. Questions diverses :

L'Assemblée générale est fixée au mardi 24 juin 2025 après-midi à St Vincent de Barrès.

L'ordre du jour étant épuisé, Christian FEROUSSIER remercie les participants de leur attention et lève la séance à 20 heures 45 en invitant les administrateurs à partager un verre de l'amitié.

Le Président

Christian FEROUSSIER

